

Avec

Maurice Thorez



sur le chemin

qui ramène

à Vichy



Avec Maurice Thorez sur le chemin qui ramène à Vichy

Le rapport « S'unir, combattre, travailler », présenté par Maurice Thorez, secrétaire général du Parti Communiste Français, à la session du comité central des 22-23-24 janvier 1945, constitue une déclaration-programme qui définit la politique du Parti pour toute une période. Les mots d'ordre en sont repris régulièrement dans les éditoriaux de « l'Humanité ». Thorez en a lui-même réaffirmé les lignes fondamentales dans une interview accordée à l'hebdomadaire catholique « Temps Présent ». Le rapport d'Ivry est devenu la bible du parti.

Les chefs du Parti Communiste Français se proclament fidèles aux enseignements de Lénine, les larges couches de la classe ouvrière voient encore en lui le parti de la Révolution prolétarienne et il se présente lui-même comme le meilleur défenseur des intérêts du peuple.

Il est nécessaire d'examiner, documents en main, où mène la politique du P.C.F. et dans quelle mesure elle correspond aux intérêts des masses populaires et conduit vers le socialisme.

I. — « TOUT POUR LA GUERRE »

Dans la sixième année du second massacre mondial dont la bourgeoisie porte la responsabilité, les fauteurs de guerre des pays alliés ne se lassent pas de répéter qu'il ne poursuivent pas d'autre but que l'établissement de la démocratie, de la justice et du bien-être pour tous. Pour y parvenir, ils ne demandent à la classe ouvrière que de se ranger bien sagement, comme en 1914, derrière les drapeaux bourgeois, de ne penser qu'à la guerre et d'abandonner naturellement toute lutte pour la révolution socialiste. Lorsque le peuple, affamé, torturé, exploité jusqu'au sang durant les années de guerre et d'occupation, réclame du pain et du travail, la bourgeoisie lui répond :

— Attends ! Il faut d'abord faire la guerre !

Lorsque le peuple demande la liberté, le droit de juger ceux qui l'ont exploité, lorsqu'il veut mettre la main au collet des margoulin du marché noir, des affameurs, des hommes des 200 familles, de tous ceux que la misère, les ruines et les cadavres ont enrichis — la bourgeoisie lui répond :

— Attends ! Unité nationale d'abord. La France a besoin de tous ses fils et de toutes ses filles. Il faut d'abord faire la guerre.

Et lorsque le peuple ne peut plus supporter la famine, les souffrances et le bâillon, alors les mitrailleuses de la bourgeoisie impérialiste « démocrate » — comme hier celles de Hitler — crachent leur feu contre le peuple qui demande du travail, du pain et la justice. En novembre, c'était en Belgique ; en décembre et en janvier, d'une façon plus sanglante encore, en Grèce. Les coups de feu remplacent les belles paroles. Les officiers réactionnaires et les flics sont chargés d'expliquer au peuple dans quel sens il faut entendre les phrases solennelles sur la démocratie, la justice et la liberté.

En France, nous pouvons déjà juger ce que la bourgeoisie met derrière « l'Union Sacrée » et « tout pour la guerre » : sous la protection de de Gaulle, les 200 familles sont plus puissantes que jamais, la police est renforcée, l'appareil bureaucratique prospère, les culottes de peau s'installent et la nouvelle « démocratie » pue le « vichysme » à plein nez.

Thorez est venu apporter, dans son rapport d'Ivry, une adhésion complète et publique à la politique de guerre de la bourgeoisie française, comme le firent, en 1914, les social-patriotes, traîtres à la classe ouvrière Renaudel, Guesde, Sembat, Thomas. Pendant toute la dernière guerre, Lénine s'employa inlassablement à montrer que le social-patriotisme a sa logique en vertu de laquelle l'adhésion à la défense nationale en régime capitaliste conduit inévitablement à abandonner toute lutte pour la révolution socialiste, à sacrifier constamment les intérêts de la classe ouvrière et du peuple à ceux des classes dirigeantes. Aujourd'hui, le rapport de Thorez est venu prouver que l'enseignement de Lénine a gardé toute sa valeur.

« Nous avons dit et nous répétons — dit Thorez — qu'il faut faire la guerre avec vigueur, avec courage, avec abnégation ; qu'il faut mobiliser toutes les ressources de la nation, concentrer toutes nos forces pour faire la guerre. » (p. 6)

« Il faut faire la guerre », tel est le grand principe dont Thorez va tirer tout son programme politique.

« Pour faire la guerre, il nous faut tout d'abord une grande armée française. » (p. 7)

« Une grande armée française », qu'est-ce que cela signifie ? Voici :

« On doit mobiliser en commençant par les jeunes. Nous voulons croire que l'appel de la classe 43 n'est qu'un début. » (p. 11)

Mais sous les ordres de qui seront les jeunes dans cette armée qui est « grande » et « française » et — remarquons-le en passant — non pas **populaire** comme on le promettait auparavant ?

« Les cadres font défaut, nous dit-on. Cependant, nous ne manquons pas d'officiers de valeur, y compris ceux qui ont pu se laisser abuser un certain temps par Pétain et qui ne demandent qu'à se racheter et à faire tout leur devoir envers la France, envers la République. » (p. 11)

Ainsi, la « grande armée française », c'est l'armée avec les officiers réactionnaires et fascistes.

Si l'armée bourgeoise est l'instrument qui sert à imposer une politique impérialiste à « l'extérieur », elle est avant tout **l'instrument essentiel et indispensable à la stabilité du régime bourgeois à l'intérieur**. C'est contre la classe ouvrière que les « officiers de valeur, y compris ceux qui se sont laissés abuser un certain temps » (sic) dressent l'armée bourgeoise. Se faire l'artisan d'une armée aux ordres de l'impérialisme, c'est se faire l'artisan d'un instrument décisif tourné contre la classe ouvrière. Voilà comment Thorez et les dirigeants du Parti communiste français se font les agents de l'impérialisme et l'aident à préparer ses armes contre la révolution prolétarienne. C'est pour donner une telle arme à la bourgeoisie française, ébranlée par sa propre défaite, que les dirigeants « communistes » prennent la parole en s'adressant à la classe ouvrière de ce pays !

A la reconstitution de la force militaire bourgeoise, pilier de la dictature ouverte ou masquée de la bourgeoisie dans n'importe quel pays capitaliste, Thorez apporte ainsi la pierre de base.

Dans cette voie, les reniements et leurs conséquences s'enchaînent implacablement. Reconstituer une puissante armée étant devenu le souci N° 1 de Thorez, il en arrive à sacrifier à ce but non seulement « les jeunes de la classe 43 qui ne sont qu'un début », mais l'ensemble du peuple de France.

En effet, l'économie capitaliste française, délabrée et ruinée, est incapable d'assurer du travail et du pain à tous ; sans la nationalisation des industries clés, l'expropriation des banques qui sont les organisatrices de la vie chère, l'ouverture des livres de compte et le contrôle ouvrier sur la production comme mesures préliminaires immédiates, aucun remède économique ne peut surmonter le marasme financier et la désorganisation de la production, redonner du travail et du pain à chacun. Il faut remettre l'ensemble de l'économie sur le pied de paix, fournir à la population, affamée par six années de guerre, le moyen de subvenir à ses besoins ; de telles mesures risquent de briser les cadres du régime capitaliste et mettent en jeu les assises de la propriété privée ?

Certes. Cependant, ce sont là les seules mesures qui puissent s'attaquer efficacement aux conséquences désastreuses de la guerre et du capitalisme agonisant. C'est précisément parce qu'elle met en jeu les assises du régime que la bourgeoisie veut empêcher à tout prix que cette solution fasse du chemin dans la tête des ouvriers. Thorez est là aussi d'une aide inappréciable. Pour tout programme, le chef « communiste » ne propose que : l'intensification de la production de guerre...

« Confiscation des entreprises et des biens de ceux qui se sont mis **volontairement** au service de l'occupation. Le C.N.R. — ajoute Thorez — demande également la réquisition des entreprises qui ne se soumettent pas à l'effort de production pour les besoins de la défense nationale. » (p. 19)

Réduire la question angoissante « du travail et du pain pour tous » à cette caricature de « nationalisation » des « collaborateurs » et des « saboteurs de la défense nationale » est une véritable dérision ! Une seule explication reste valable qui s'impose d'elle-même : les dirigeants du Parti Communiste Français se refusent à toute mesure qui pourrait ébranler les assises du capitalisme français, se refusent à toute intervention véritable de la part de la classe ouvrière et des masses populaires de ce pays.

Comme au temps de Vichy, les belles phrases sur les « réformes de structure » servent à masquer l'incurie et l'impuissance du capitalisme devant le délabrement de sa propre économie. Comme sous Vichy, la gangrène du marché noir se développe, le chômage grandit, les 200 familles et les banques peuvent impunément trafiquer sur le dos d'un peuple affamé et écrasé.

C'est là le sens véritable du mot d'ordre : « Tout pour la guerre » !

II. — « UNE ARMÉE, UNE POLICE, UNE ADMINISTRATION »

Après s'être fait l'artisan de la grande armée au service de l'impérialisme français et le défenseur des assises du capitalisme, Thorez est amené à s'en prendre aux organismes issus de la lutte contre l'occupant.

A travers la lutte contre l'occupant, la classe ouvrière a créé pour la défense de ses luttes, contre les chiens du patronat — les miliciens, les SS, les flics — des Milices Ouvrières. Pour émousser leur caractère de classe, les dirigeants du Parti Communiste Français les baptisèrent Milices Ouvrières Patriotiques ; modifièrent leur affectation essentielle qui était basée sur les usines, en les soumettant à la direction locale des Milices de quartier ; et acceptèrent l'injonction de la bourgeoisie gaulliste qui avait pris le pouvoir au lendemain des journées d'août qui exigea leur transformation en « Gardes civiques patriotiques » sur lesquelles la police s'assurait un droit indirect de contrôle. Ces abdications successives furent désignées comme autant de manœuvres « tactiques » habiles qui ne s'opposaient pas à l'aspiration profonde de tout le pays :

du peuple, il s'attaque aux révolutionnaires et couvre les ennemis de la classe ouvrière :

« Nous qui sommes des communistes, nous ne formulons pas présentement des exigences de caractère socialiste ou communiste. Nous disons cela au risque de paraître tièdes aux yeux de ceux qui ont constamment à la bouche le mot de révolution. C'est un peu la mode, mais quatre années de « révolution nationale » sous l'égide de Hitler ont prévenu le peuple contre l'emploi abusif et d'agogique de certains termes détournés de leur sens. » (p. 20)

Ainsi, les dirigeants stalinien avouent ne pas formuler « présentement » des exigences socialistes. Nous posons la question : quand donc formuleront-ils de telles exigences ? Depuis 1936, le parti communiste français enseigna aux masses qu'il fallait « savoir finir une grève ». Il leur inculqua ensuite le poison chauvin sous le prétexte de la lutte contre le fascisme. Il avoue enfin que « présentement » il n'a plus d'exigences socialistes. Thorez est trop conscient que cet aveu tombera comme une douche sur la tête des militants de base qui, eux, ont à juste titre et précisément maintenant, des « exigences socialistes et communistes » ; et justement parce qu'il est conscient de ce fait, Thorez fait un amalgame perfide entre la Révolution prolétarienne qu'il veut discréditer et la soi-disant « révolution » à la Hitler et Pétain. C'est là le système qu'emploient couramment les traîtres et les ennemis de la classe ouvrière : en Grèce, devant la Révolution prolétarienne, Churchill, vieux gangster et agent de l'impérialisme, s'est livré, lui aussi, à la même gymnastique verbale pour tenter de justifier l'assassinat en masse du peuple grec. Il a baptisé les E.L.A.S. (les F.T.P. chez nous) « agents de Hitler » et a affirmé que la révolution prolétarienne menaçait la bonne démocratie que le général Plastiras était en train d'installer sur les cadavres des révolutionnaires. Thorez sait, comme le savait Churchill, qu'il ment. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui veulent la « révolution nationale » : ils veulent au contraire exterminer définitivement toutes les vermines fascistes nationales en abattant le capitalisme. La Révolution ne figure plus dans le programme de Thorez. Le programme du Parti « communiste français » est aujourd'hui : ordre, guerre et patrie, et non pain, paix, liberté.

« Comme sous l'occupation, dit Thorez, nous voulons, pour gagner la guerre, nous entendre avec tous les bons Français, ouvriers, employés, patrons, intellectuels, paysans. Tous ne sont pas des communistes, des socialistes. Pourquoi voudrions-nous leur imposer notre programme propre, le programme du communisme ? » (p. 20)

On pourrait répondre à Thorez qu'il peut attendre jusqu'au jugement dernier pour que les grands patrons deviennent, eux aussi, communistes et pour qu'on n'ait pas besoin « de leur imposer notre programme ». On pourrait ajouter que Thorez fait bon marché de la base même du marxisme : la lutte de classe, pour lui substituer une vague et mythique unité des « bons français ». On pourrait lui demander aussi à quoi sert le Parti Communiste s'il ne veut pas imposer son programme ? Mais qui ne voit pas, après cela, que le secrétaire général du parti communiste réduit son parti qui a été créé précisément pour la révolution, en un parti d'euuques ?

Thorez peut ensuite tranquillement tendre la main aux catholiques, aux pétainistes, aux bons patrons et aux braves policiers, car effectivement un tel programme ne le sépare que de la révolution prolétarienne :

« Nous disons la nécessité d'assurer à tout prix l'union de toutes les forces françaises, l'union scellée par le sang de nos martyrs, communistes, catholiques, socialistes et démocrates, républicains de toutes nuances. Le parti de la main tendue, n'admet aucune exclusive à l'égard d'aucun bon français. » (p. 24)

Si Thorez continue à épiloguer sur le marxisme, qui « n'est pas un dogme et qui est en continuel développement, en continuel enrichissement », c'est précisément parce qu'il entend couvrir la marchandise frelatée présentée à Ivry et dans « l'Humanité », sous l'enveloppe du marxisme qui reste malgré tout vivant dans la conscience de la classe ouvrière. Les social-patriotes qui sont devenus eux aussi (et depuis plus longtemps encore) des apôtres de la collaboration des classes se sont toujours fait passer pour des marxistes qui n'ont pas renié Marx, tout comme les communistes nouvelle manière prétendent ne pas avoir renié Lenine...

IV. — LE DISCOURS D'IVRY ET LA PRESSE BOURGEOISE

Nous avons suivi pas à pas le chemin sur lequel la direction du Parti Communiste Français entend engager la classe ouvrière. Nous avons montré depuis des années que la politique d'Union Sacrée ne peut avoir que cet aboutissement. Nous jetons aujourd'hui, en ce moment décisif, ce cri d'alarme : se couvrant abusivement du juste prestige de l'U.R.S.S. auprès des travailleurs du monde et du nom de Lenine, le soi-disant parti communiste engage la classe ouvrière sur le chemin qui ramène à la dictature de Vichy.

Il n'y a pas d'autre voie pour sortir du marasme actuel que celle de s'orienter hardiment, audacieusement vers la Révolution prolétarienne comme le fit la Russie de 1917 : sans nationalisation des industries clés, expropriation des banques, contrôle ouvrier sur la production, ouverture des livres de compte des capitalistes, il ne peut y avoir du travail et du pain pour tous.

Sans l'armement du peuple et sans le renforcement de la Milice Ouvrière, dans les usines, dans les quartiers, toutes les libertés seront rognées et finalement liquidées. On s'attaque aujourd'hui à la presse, on pousse dans l'illégalité toute organisation prolétarienne révolutionnaire. Demain, si la classe ouvrière ne prépare sa défense dès maintenant, ce sont tous les partis ouvriers et les Syndicats qui seront grignotés et bâillonnés.

Sans la rupture avec la direction traître du « parti communiste français », sans la constitution d'un nouveau Parti révolutionnaire, il ne peut y avoir de Révolution prolétarienne, il ne peut y avoir de triomphe de la classe ouvrière contre le capitalisme agonisant.

Le Parti Communiste Internationaliste, section française de la IV^e Internationale, l'appelle, ouvrier de France, à faire de lui, ton parti, le grand parti du peuple travailleur qui te mènera à la victoire.

Le Parti Communiste Internationaliste, traqué par Hitler et par Pétain, est comme hier repoussé dans l'illégalité. La « Vérité », son organe central, est interdite. Tandis que les communistes internationalistes continuent à lutter pour la Révolution prolétarienne, Thorez reçoit en récompense de sa trahison les applaudissements unanimes de la presse bourgeoise et social-patriote.

Travailleurs révolutionnaires, camarades communistes, qui n'osez pas encore rompre avec votre parti pour ne pas vous « couper des masses », qui hésitez devant la tâche de bâtir avec nous, à nouveau un Parti mondial de la Révolution, méditez ces phrases et jugez.

« Libération-soir », organe social-patriote, écrit (Jean Texcier, 26 janvier) :

« Nous applaudissons sans réserve à ces mots d'ordre et nous nous priverons du plaisir inutile de saluer la victorieuse souplesse de ce que Marcel Cachin, toujours conciliant, appelle, après Thorez, l'inflexibilité de la ligne politique communiste. Non, nous ne sourirons pas de cet opportunisme réellement re-

volutionnaire. Nous applaudirons sans réserve à cette sagesse si fortement marquée comme à cette volonté affirmée de tendre toutes les énergies françaises vers la victoire. »

« France Libre », le journal des ex-P.S.F., salue en ces termes le tournant du P.C.F. (25 janvier) :

« Thorez a fustigé, comme il sied, les saboteurs de l'économie, les mauvais patrons en particulier. Ce qui suppose aussi la suppression des grèves. Il a donné nettement raison au gouvernement qui a dissout les Milices patriotiques. »

Et de conclure :

« Tous les bons Français feront leur un tel programme ! Mais il est réconfortant, n'est-ce pas, de l'avoir entendu affirmer par M. Maurice Thorez. »

« L'Aurore », le journal des radicaux toujours à genoux devant les 200 familles, s'exclame (23 janvier) :

« D'accord ! Nous sommes d'accord — avec Thorez — puisque ce sont là des thèses que nous avons souvent déjà soutenues ici. Nous sommes d'accord, parce que tout cela est raisonnable, et parce qu'il n'y a pas moyen de refaire la France et l'union des Français si ces principes-là ne sont pas respectés. »

« On nous dit parfois :

« — Le gouvernement hésite à agir et à imposer son autorité, parce qu'il lui faut compter avec une opposition d'extrême-gauche... »

« Le chef du parti communiste français répond :

« — Non : le retour à la légalité, c'est nous qui le réclamons. La période insurrectionnelle est finie... »

« Tant de sagesse et de bon sens ne peuvent que nous réjouir. »

Quoi d'étonnant après cela si le Front national où se retrouvent ensemble les tonsurés, les anciens Croix de Feu et les communistes de la base trompés répète, au commandement du membre du C.C. du Parti Communiste Français, Villon, les versets de la bible d'Ivry et réclame la disparition de tout organisme populaire qui échappe au contrôle total de la bourgeoisie au point d'avoir mérité l'épithète de « frein national » ?

Ouvriers, qui entendez le patron vous dire, lorsque vous luttez pour la défense de vos salaires : « Vous ne savez pas qu'il faut se tenir tranquille, vous n'avez donc pas lu le discours de Thorez ? »

Miliciens ouvriers et Gardes Civiques qu'on veut désarmer en vous disant : « Comment ? Vous ne savez pas qu'il nous faut rendre les armes ? Nous avons une bonne police. C'est Thorez qui l'a dit. »

Travailleurs en uniforme de soldats qui luttez contre la dictature des culottes de peau et à qui on dit : « Il faut vous soumettre aux ordres de ceux qui ont été un peu abusés par Pétain. Vous n'avez donc pas lu le discours du secrétaire général du Parti Communiste Français ? »

Ménagères, qui réclamez du pain et à qui on répond : « Il faut tout pour la guerre. Vous n'avez pas compris ce qu'a déclaré Thorez ? »

Vous tous, travailleurs, communistes, qui voulez marcher sur la voie de la révolution socialiste, le Parti Communiste Internationaliste vous appelle à rompre avec la direction traître et à rebâtir le parti révolutionnaire. Sous les plis du drapeau rouge, avec la IV^e Internationale, les masses laborieuses mèneront leur combat inlassable qui sera victorieux pour le pain, la paix et la liberté !

Février 1945.

Prix : DEUX Francs



Imprimerie Spéciale
du P. C. I. — Lyon